

Histoire

# 27 JUIN 1972 : LA SIGNATURE DU PROGRAMME COMMUN DE GOUVERNEMENT

Fondation Jean-Jaurès  
20/05/2010

**Retour sur le colloque « L'union sans l'unité. Le Programme commun de la gauche, 1963-1978 », organisé par les Archives départementales de Seine-Saint-Denis, la Fondation Jean-Jaurès et l'Office universitaire de recherche socialiste, avec le soutien de la Fondation Gabriel Péri.**

Malgré l'échec du PS et du PCF aux législatives de mars 1978, le Programme commun de gouvernement, accord politique signé le 27 juin 1972 entre le Parti socialiste et le Parti communiste, puis par les Radicaux de gauche, rompu en septembre 1977, joua un rôle important pour la victoire de la gauche aux élections du printemps 1981.

27 juin 1972 : la signature du Programme commun de gouvernement entre le Parti communiste français et le Parti socialiste, bientôt rejoints par le Mouvement des Radicaux de gauche, est un événement majeur de l'histoire de la gauche de la fin du XX<sup>e</sup> siècle. Aboutissement d'une démarche de rapprochement entamée au début des années 1960 (fin de la guerre d'Algérie, déstalinisation, front social contre le gaullisme, refus de la révision constitutionnelle de 1962), ce programme commun est durant six ans à la fois la carte d'identité de la gauche, un engagement passé avec le peuple, un slogan et une promesse de changement démocratique. Il est aussi un objet de débats à gauche : certains socialistes en rejettent la logique et quittent le PS, tandis que côté communiste d'autres doutent que cette stratégie soit gagnante pour leur parti. Il alimente également la polémique avec la droite qui en dénonce la logique « collectiviste », stalinienne, rétrograde. Il marque l'apogée du clivage droite-gauche.

Au-delà des points de convergences idéologiques et des concessions entre les deux frères ennemis (sur la démocratie, le pluralisme, l'alternance, le cadre européen), et de l'engagement de gouverner ensemble, le Programme commun de gouvernement est aussi un pari pour chacun des signataires, chacun comptant sur la dynamique créée pour se renforcer. En mai 1974, François Mitterrand, candidat unique de la gauche à l'élection présidentielle, frôle la victoire. Cependant, la

campagne électorale et son score démontrent que celle-ci est possible sinon probable lors des prochaines échéances. Cette dynamique est confirmée à l'occasion d'élections législatives partielles fin 1974 qui profitent largement au PS, et, en octobre, avec les Assises du socialisme qui achèvent le rassemblement de l'essentiel des courants de la gauche non communiste. La question de l'actualisation du texte ratifié en 1972 est dès lors posée régulièrement par le PCF arguant de sa « fidélité » aux objectifs de changement contenus dans le texte, tandis que le PS « unitaire pour deux », remporte des succès aux cantonales et municipales de 1977. Avec près de 30 % des suffrages, le PS est désormais le premier parti de la gauche. Un an plus tard, la « réactualisation » du programme commun est un échec, chacun des partenaires en rejetant la responsabilité sur l'autre. [/sites/default/files/redac/commun/actions/colloque\\_lunion\\_sans\\_lunite.pdf](/sites/default/files/redac/commun/actions/colloque_lunion_sans_lunite.pdf)

Les actes de ce colloque ont été publiés en 2012 aux Presses universitaires de Rennes.

**Retrouvez le texte du [programme commun](#)**

**Retrouvez le [rapport de Lionel Jospin](#) pour la Convention nationale du Parti socialiste sur les relations PS-PC (3-4 mai 1975)**

**Retrouvez l'intégralité des débats de la convention nationale sur les rapports PS-PC :**

- [Débats convention nationale PS-PC du 3 mai 1975](#)
- [Débats convention nationale PS-PC du 4 mai 1975 1/2](#)
- [Débats convention nationale PS-PC du 4 mai 1975 2/2](#)

## Où consulter les archives sur le Programme commun ?

L'initiative du colloque « L'union sans l'unité... » résulte d'un double constat : celui du besoin de renouvellement des travaux scientifiques consacrés à l'union de la gauche et au programme commun, et celui de l'ouverture à la consultation des différentes sources archivistiques concernées, notamment les archives du Parti communiste français, déposées et consultables aux Archives départementales de la Seine-Saint-Denis, et celles du Parti socialiste SFIO et du Parti socialiste, déposées et consultables à la Fondation Jean-Jaurès et à l'OURS.

- **Le Centre d'archives socialistes** conserve plusieurs fonds du Parti socialiste consacrés entièrement ou pour partie au Programme commun et à l'union de la gauche :
  - **fonds 2 RE** : archives du secrétariat aux Relations extérieures de la SFIO, puis du Parti

socialiste (1964-1981).

- **fonds 1 PS** : archives du premier secrétariat, période François Mitterrand 1971-1981 : dossiers de Lionel Jospin sur les relations PS-PCF (1974-1977).
- **fonds 12 EF** : dossiers d'Ernest Cazelles pour Pierre Mauroy sur les fédérations socialistes : relations locales entre socialistes et communistes avant et après des élections, accords électoraux dans le cadre du Programme commun et de l'union de la gauche (1958-1979).
- **fonds 13 EF** : dossiers des secrétariats nationaux Élections et Fédérations sur les fédérations socialistes : relations locales entre socialistes et communistes avant et après les élections, accords électoraux dans le cadre du Programme commun et de l'union de la gauche (1971-années 1980).
- **fonds Robert Pontillon** : dossiers sur l'union de la gauche et le Programme commun (années 1960-1970).

- **Archives départementales de Seine-Saint-Denis :**

18, avenue du Président Salvador-Allende 93006 Bobigny Cedex  
01 43 93 97 00

Depuis 2003, les Archives départementales de Seine-Saint-Denis conservent les archives historiques du Parti communiste français, suite à une convention passée entre le PCF, le ministère de la Culture et le Conseil général de Seine-Saint-Denis pour le classement de ces archives comme patrimoine national. Les Archives départementales ont également reçu des fonds privés de dirigeants communistes, dont celui de Georges Marchais, et des archives issues du quotidien *L'Humanité*, fondé par le socialiste Jean Jaurès en 1904 et qui depuis la création du Parti communiste en décembre 1920, est l'organe de presse du PCF.

- **Office universitaire de recherche socialiste :**

12 cité Malesherbes 75009 Paris  
01 45 55 08 60

L'OURS conserve plusieurs fonds privés de responsables socialistes, qui, au niveau national mais aussi local, ont participé à la construction de l'union de la gauche dans les années 1960 et 1970, notamment les archives de Guy Mollet et de Claude Fuzier.